

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 NOVEMBRE 1912.

Projet de loi approuvant la Convention relative à l'assurance contre les accidents du travail conclue à Berlin, le 6 juillet 1912, entre la Belgique et l'Empire d'Allemagne.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La Convention que le Gouvernement du Roi a l'honneur de soumettre à l'approbation de la Législature diffère notablement des actes analogues que les Chambres ont été appelées à ratifier précédemment (convention belge-luxembourgeoise du 15 avril 1905, complétée par la convention additionnelle du 22 mai 1906, et convention franco-belge du 21 février 1906). Cette différence tient à des particularités de la législation allemande d'assurance contre les accidents du travail.

Aux termes de cette législation, les ouvriers étrangers victimes d'accidents en Allemagne sont privés des indemnités lorsqu'ils n'ont pas leur résidence habituelle sur le territoire de l'Empire ; d'autre part, les ayants droit d'un ouvrier étranger ne reçoivent aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils n'ont pas leur résidence habituelle en Allemagne.

Le Conseil fédéral peut toutefois abroger ces dispositions restrictives en faveur des ressortissants d'États étrangers dont la législation garantit aux ouvriers allemands et à leurs ayants droit des avantages jugés équivalents à ceux de la législation allemande.

La loi belge du 24 décembre 1903 ne fait aucune différence entre les nationaux et les étrangers pour ce qui est du droit aux indemnités et de la prestation des garanties. A la suite de la mise en vigueur de cette loi et sur la demande du Gouvernement belge, le Conseil fédéral, par ordonnance du 22 février 1906, a décrété en faveur des sujets belges l'abrogation des dispositions restrictives ci-dessus rappelées, qui résultaient du paragraphe 94, n° 2, de la loi d'assurance contre les accidents dans l'industrie et du paragraphe 57, alinéa 1^{er}, de la loi d'assurance contre les accidents dans les entreprises de construction. Le texte de cette ordonnance a été publié en traduction française et flamande au *Moniteur belge* du 20 avril 1906.

En ce qui concerne les rapports entre la Belgique et l'Empire d'Allemagne,

la réciprocité qu'il avait fallu, à l'égard d'autres pays, stipuler par voie de convention, se trouve ainsi établie depuis plusieurs années, dans la mesure autorisée par les lois allemandes, en vertu même des dispositions arrêtées unilatéralement par chacun des deux pays. Il n'y avait donc pas, quant à ce point, matière à traité ; et c'est pourquoi la convention nouvelle intervenue entre le Gouvernement du Roi et le Gouvernement Impérial ne contient aucune clause analogue à l'article 1^{er} des conventions précitées.

Mais il était de la plus haute importance, ainsi que l'expérience l'a démontré, de régler de commun accord, dans l'intérêt des chefs d'entreprise et des ouvriers, les cas pouvant donner lieu à des difficultés du chef du conflit des lois. Ces difficultés, souvent fort graves, se présentent lorsqu'une entreprise dont le siège est situé sur le territoire de l'un des deux pays, détache des ouvriers pour les occuper passagèrement sur le territoire de l'autre ; elles se produisent aussi lorsqu'une entreprise de transport étend normalement son exploitation au delà de la frontière. Dans tous ces cas, les exploitants se trouvent exposés à devoir supporter deux fois la charge de l'assurance ; quant aux ouvriers, ils risquent de souffrir les plus sérieux préjudices par suite des contestations que cet état de choses doit nécessairement engendrer.

Les Allemands ont une expression caractéristique, intraduisible en français d'une manière littérale, pour désigner les entreprises dont il s'agit ; ils les appellent « die übergreifende Betriebe », c'est-à-dire, pour rendre cette expression par une périphrase, « les entreprises qui étendent leur activité sur le territoire des deux pays ». Aux termes des lois allemandes actuelles, dont les dispositions sur ce point sont reproduites en substance dans le nouveau code des assurances sociales (*Reichsversicherungsordnung*, paragraphe 137) qui entrera prochainement en vigueur, le Chancelier de l'Empire peut, de l'assentiment du Conseil fédéral, et sous condition de réciprocité, conclure des conventions destinées à régler le conflit des lois relativement aux « übergreifende Betriebe » avec les pays dont la législation garantit aux intéressés des avantages correspondant à ceux que confère la législation de l'Empire. C'est sur la base de ces dispositions que des négociations ont été entamées entre le Gouvernement du Roi et le Gouvernement Impérial ; elles ont abouti à une entente dont la présente Convention est l'expression, et dont le but essentiel est ainsi de déterminer, au regard des lois respectives des deux pays en matière d'accidents de travail, la situation des entreprises dont nous parlons. La première partie de la Convention est exclusivement consacrée à cet objet (articles 1 à 8).

Mais il a paru opportun, à l'occasion des négociations, d'arrêter aussi certaines dispositions générales aux fins de faciliter de part et d'autre, dans tous les cas, l'exécution des lois sur la matière : il s'agit notamment ici des bons offices réciproques que peuvent se prêter les autorités compétentes et des exemptions fiscales dont il y a lieu de faire bénéficier les ressortissants des deux Pays. Ces points sont prévus par la deuxième partie de la Convention (art. 9 à 14).

Enfin, la troisième partie (art. 13 à 17) comprend quelques dispositions transitoires et d'exécution.

Il est à remarquer que les conventions intervenues avec la France et le Grand-Duché de Luxembourg contiennent des clauses analogues et qui s'inspirent des mêmes principes. Cependant, au point de vue de la forme et de la terminologie, la Convention actuelle se présente sous un aspect nouveau. Cela tient à la nécessité où l'on s'est trouvé de faire correspondre aussi parfaitement que possible le texte de cet acte diplomatique et le texte des législations des deux pays, législations dont l'allure générale est assez dissimilable. De là l'emploi de formules plus longues, plus détaillées et somme toute plus concrètes et plus précises, que dans les conventions précédentes. De là aussi, sur des points secondaires, quelques innovations que nous signalerons ci-après. De plus, à la différence encore des conventions précitées, qui étaient rédigées exclusivement en français, la convention nouvelle comporte un texte bilingue. Il convenait évidemment d'établir une concordance rigoureuse entre le texte allemand et le texte français; d'où des difficultés particulières de rédaction que l'on n'a pu résoudre qu'en s'écartant assez bien du type des conventions antérieures.

Ces observations générales permettront de mieux saisir la portée des différents articles que nous allons examiner brièvement.

I. — DISPOSITIONS RELATIVES AUX ENTREPRISES ÉTENDANT LEUR ACTIVITÉ SUR LE TERRITOIRE DES DEUX PAYS.

L'article 1^{er} rappelle, pour ces entreprises, le principe qui domine les deux législations, à savoir le principe de la territorialité. Il résulte de ce principe que la réparation doit se régler d'après la loi du pays où l'accident est arrivé, abstraction faite du lieu où le contrat de travail a été formé : toute intention contraire exprimée par les parties serait inopérante, puisque nous sommes en matière d'ordre public. Des dérogations au principe ne peuvent donc se concevoir qu'en vertu de la volonté souveraine des États intéressés : et telle est la raison principale de la Convention, qui, précisément, dans ses articles 2 à 4, consacre des dérogations de cette nature.

Il est à noter que, dans le texte français, on a rendu l'allemand « das Unfallversicherungsrecht », c'est-à-dire, littéralement, le « droit en matière d'assurance contre les accidents », par l'expression « les lois de réparation obligatoire des suites dommageables des accidents du travail ». C'est que notre loi n'est pas, à proprement parler, une loi d'*assurance* au même sens que la loi allemande; c'est plutôt une loi de *garantie* obligatoire, réalisée, tantôt par une assurance, tantôt par l'intervention du fonds de garantie. Toutefois, comme la loi belge (article 20) qualifie ledit fonds de « caisse d'assurance contre l'insolvabilité patronale » et que, du moins au regard des ouvriers, l'équivalence des systèmes a été reconnue, on a jugé bon de marquer cette équivalence en faisant suivre l'expression française reproduite ci-dessus des mots « assurance contre les accidents du travail » mis entre parenthèses. Ce sont d'ailleurs ces mots qui figurent dans le titre de la Convention, où on les a employés seuls dans un but de concision.

L'article 2 établit une première exception à la règle de la territorialité. Cette exception concerne les agents ayant un caractère public qui sont occupés dans les entreprises exploitées par les pouvoirs publics, c'est-à-dire pour ce qui concerne la Belgique, par l'État, les Provinces et les Communes, auxquels on a cru opportun d'ajouter les associations de provinces ou de communes, telles que celles que prévoit la loi du 1^{er} juillet 1899 en vue de l'exploitation des chemins de fer vicinaux.

Dans la mesure indiquée par l'article 2, ces entreprises restent toujours soumises à la loi du siège quant à la réparation des suites dommageables des accidents du travail. L'exception se justifie par des raisons d'ordre administratif : il ne s'agit plus ici de salariés qui n'ont avec un chef d'entreprise que des rapports de droit privé, et, au point de vue du droit public, l'unité de législation se concilie mieux avec l'unité de souveraineté. Au surplus, dans la pratique, l'exception de l'article 2 se confondra la plupart du temps avec celle de l'article 3, relative aux entreprises de transport (chemins de fer).

Il convient de remarquer que l'article 2 ne vise que les « agents publics ». Ce terme est l'équivalent de l'allemand « die Beamte », qu'il eût été inexact de rendre ici par le terme « fonctionnaire ». Dans notre terminologie administrative, le mot fonctionnaire s'entend des agents investis de l'exercice d'une portion de la puissance publique et plus généralement de ceux qui tiennent leur nomination d'un arrêté royal. Or le mot « Beamte », comprend en outre, les employés revêtus d'un caractère public et qui ne sont pas considérés chez nous comme des fonctionnaires ; le signe apparent de ce caractère est le serment que l'employé prête à son entrée en service. Dans ces conditions, les ouvriers et les gens de service ne sont pas des agents publics au sens de l'article 2 de la Convention. Ils restent donc, pour l'exécution de celle-ci, assimilés en tous points au personnel des entreprises privées.

L'article 3 règle le cas des entreprises de transport (chemins de fer, batellerie, etc.) : pour les parties mobiles de l'exploitation qui s'étendent d'un territoire à l'autre, la loi du siège de l'entreprise demeurera toujours applicable ; c'est donc d'après cette loi que se règlera en toute hypothèse la réparation des dommages occasionnés par les accidents dont seront victimes les membres du personnel ambulant. Il est inutile de justifier cette règle, qui a déjà été consacrée par les conventions faites avec la France et le Grand-Duché du Luxembourg. En vue de prévenir toutes contestations, la même règle restera applicable aux agents du service ambulant, même si l'accident survenait à un moment où ils seraient occupés à des travaux qui ne se rattacheraient pas à ce service.

L'article 4 est relatif aux cas de détachement temporaire : une entreprise dont le siège est en Allemagne envoie des ouvriers en Belgique pour y effectuer certains travaux, par exemple des travaux de montage, ou, inversement, une entreprise dont le siège est en Belgique occupe passagèrement des ouvriers en Allemagne. Pendant les six premiers mois de ce détachement, c'est la loi du siège de l'entreprise qui demeurera applicable, le principe de la territorialité reprenant son empire après ce délai. On sait qu'une exception analogue a été stipulée dans les conventions précédentes ; il n'y a donc pas lieu d'y insister.

Mais afin de ne rien laisser dans l'indécision, l'article 5 précise le mode de calcul du délai et l'article 6 définit comme une « entreprise » au sens de la législation sur la matière, l'ensemble des travaux effectués au delà de la frontière. Cette dernière disposition signifie notamment qu'après l'expiration du délai de six mois, ledit ensemble sera traité comme une entreprise au point de vue des obligations imposées aux patrons par la loi territoriale.

L'article 7 est relatif à des hypothèses telles que la suivante : un ouvrier belge, occupé temporairement en Allemagne, est victime d'un accident dont la réparation incombe, selon toute vraisemblance, à un assureur belge. Il s'adresse à la corporation d'assurance allemande compétente pour l'industrie dont il s'agit, et, vu l'urgence, ou encore parce que la question de savoir quel est le véritable débiteur des indemnités présente quelque doute, la corporation consent à faire des avances à la victime. Par la suite, il est reconnu que le paiement des indemnités est à la charge de l'assureur belge. Aux termes de l'article 7, celui-ci sera tenu de dédommager la corporation allemande, par imputation, à due concurrence, sur l'indemnité dont il est redevable. C'est, somme toute, l'application des principes de la gestion d'affaires. Le but de la disposition, qui met hors de doute le droit au remboursement, est de favoriser la prompte liquidation des sinistres ; sans la certitude du remboursement, les organismes de l'assurance hésiteraient, en effet, à faire des avances.

L'article 8 suppose le cas d'un accident qui, survenu dans l'un des deux pays, par exemple en Allemagne, tombe sous l'application de la loi spéciale de réparation en vigueur dans l'autre pays, c'est-à-dire, dans notre exemple, de la loi belge. Il se peut que cet accident donne ouverture à des actions en responsabilité civile par application du droit belge. On sait, en effet, que notre loi du 24 décembre 1903 ne déroge en rien aux règles générales de la responsabilité civile lorsque l'accident a été intentionnellement provoqué par le chef d'entreprise, et qu'elle laisse à la victime ou à ses ayants droit la faculté d'agir conformément au droit commun contre les personnes responsables de l'accident autres que le chef d'entreprise ou ses ouvriers et préposés (article 21). Dans notre hypothèse, ces actions en responsabilité civile, nées d'un accident qui s'est produit en Allemagne, seront-elles jugées d'après le droit allemand ou d'après le droit belge ? L'article 8 résoud la question dans le sens de l'unité de droit : c'est le droit belge qu'il conviendra d'appliquer. Par contre, c'est le droit allemand qui prévaudrait, s'il s'agissait de la responsabilité civile engagée par suite d'un accident qui, survenu en Belgique, donnerait lieu au paiement des réparations prévues par l'assurance allemande contre les accidents.

Cette solution très logique et très pratique se recommandait notamment au point de vue belge par cette considération qu'aux termes de l'article 21 précité de notre loi du 24 décembre 1903, la portée de l'action en responsabilité civile peut se trouver limitée par l'exercice de l'action en paiement des indemnités forfaitaires : le droit commun et le droit forfaitaire se pénètrent donc dans une certaine mesure et ces influences réciproques justifient l'unité du régime. Aussi bien cette unité s'impose-t-elle, pour les

mêmes raisons, même lorsqu'il s'agit d'une entreprise qui n'est assujettie que dans l'un des deux pays aux lois de réparation forfaitaire en matière d'accidents du travail : si l'article 8 (2^e alinéa) le dit expressément, c'est que les autres dispositions de la première partie de la Convention ne concernent et ne pouvaient concerner que les exploitations assujetties de part et d'autre au régime spécial de réparation. Un texte formel était donc nécessaire.

II. — DISPOSITIONS CONCERNANT LES RAPPORTS RÉCIPROQUES EN MATIÈRE DE RÉPARATION DES DOMMAGES RÉSULTANT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Les articles 9 à 14, ainsi que nous l'avons fait observer déjà, ont une portée toute générale. Il ne s'agit donc plus ici des seules entreprises qui étendent leur activité sur le territoire des deux pays : le but de ces dispositions est de faciliter de part et d'autre par des mesures pratiques, et abstraction faite de toute question de conflit des lois, l'exécution de la législation relative aux accidents du travail, quelles que soient les entreprises et quels que soient les ouvriers en cause.

L'article 9 stipule que les autorités administratives et judiciaires compétentes s'accorderont mutuelle assistance et se prêteront aide juridique d'après les dispositions en vigueur en matière civile et commerciale. En vertu de cet article, il y aura notamment lieu d'appliquer à la procédure les dispositions de la Convention internationale conclue à La Haye le 17 juillet 1905. L'article 9 ajoute que dans les cas urgents, les autorités procéderont, même d'office, aux mesures d'instruction nécessaires, comme s'il s'agissait de l'exécution de la loi nationale. Il va de soi que ces autorités n'interviendront que dans les limites de leur compétence telle qu'elle est déterminée par la loi nationale. En ce qui concerne la Belgique, les mesures d'office doivent s'entendre ici particulièrement des enquêtes administratives faites en cas d'accidents par l'inspection du travail.

L'article 10 établit la réciprocité des exemptions fiscales. Il résulte de cet article que les exemptions prononcées en matière de timbre, de greffe et d'enregistrement et la délivrance gratuite stipulée par la législation belge sur les accidents du travail seront étendues aux actes, certificats et documents visés par cette législation qui seront passés ou délivrés aux fins de la loi allemande; et que, réciproquement, les exemptions prononcées et la délivrance gratuite stipulée par la législation allemande seront étendues aux actes, certificats et documents visés par cette législation qui seront passés ou délivrés aux fins d'exécution de la loi belge.

Les articles 11 et 12 contiennent des dispositions qui faciliteront grandement le paiement des indemnités, lorsque les bénéficiaires ne résident pas dans le pays du débiteur : l'autorité consulaire servira d'intermédiaire en pareil cas et fera parvenir aux indemnitaires les sommes qui leur sont dues.

L'article 13 complète ces dispositions en établissant un moyen pratique d'opérer la conversion des monnaies pour l'expression de la valeur de la

rémunération du travail et, par suite, des indemnités calculées sur la base des salaires

L'article 14, enfin, n'a qu'une valeur en quelque sorte interprétative. D'après la législation allemande, pour certains agents publics, les indemnités prévues par les lois d'assurance sont remplacées par des allocations qui leur sont d'ailleurs, comme les premières, attribuées à titre de droit. Il importait, pour prévenir toute controverse, de reconnaître de commun accord l'équivalence légale de ces prestations au point de vue de l'application de la Convention. Tel est l'objet de l'article 14, qui, on le voit, est sans intérêt spécial en ce qui concerne la Belgique, où la loi du 24 décembre 1903 s'applique uniformément au personnel des entreprises publiques et au personnel des entreprises privées.

III. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET DISPOSITIONS FINALES.

Les articles 13, 16 et 17 n'appellent aucune explication particulière.

La date du 1^{er} février 1913, fixée pour l'entrée en vigueur de la Convention, à la demande du Gouvernement Impérial, a été admise en considération de ce que la *Reichsversicherungsordnung*, qui constitue une codification de toutes les lois allemandes d'assurance sociale, sera mise à exécution vers la même époque.

Vu la nécessité de prendre, d'ici à la date précitée, les diverses mesures administratives d'application que la Convention comporte, le Gouvernement du Roi, Messieurs, attacherait le plus grand prix à ce que le projet de loi qu'il a l'honneur de vous présenter fit l'objet d'un vote d'urgence dès le début de la présente session.

Le Ministre des Affaires Etrangères,

J. DAVIGNON.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

ARM. HUBERT.

PROJET DE LOI

approuvant la Convention relative à l'assurance contre les accidents du travail, conclue à Berlin, le 6 juillet 1912, entre la Belgique et l'Empire d'Allemagne.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Affaires Etrangères et de l'Industrie et du Travail :

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Etrangères est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention relative à l'assurance contre les accidents du travail conclue à Berlin, le 6 juillet 1912, entre la Belgique et l'Empire d'Allemagne, sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 22 juillet 1912.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Etrangères,

J. DAVIGNON.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

ARM. HUBERT.

ONTWERP VAN WET

houdende goedkeuring van de Overeenkomst betreffende de verzekering tegen arbeidsongevallen, op 6 Juli 1912 te Berlijn tusschen België en het Duitsche Rijk gesloten.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Nijverheid en Arbeid :

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast in Onzen naam aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp voor te leggen, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De Overeenkomst betreffende de verzekering tegen arbeidsongevallen, op 6 Juli 1912 te Berlijn tusschen België en het Duitsche Rijk gesloten, zal hare volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Brussel, den 22ⁿ Juli 1912.

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

CONVENTION

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, représenté par le soussigné, Monsieur le Baron BEYENS, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges à Berlin, muni de pleins pouvoirs aux fins des présentes,

et

le Chancelier de l'Empire d'Allemagne, représenté par le soussigné, Monsieur le Conseiller actuel intime de Légation ZIMMERMANN, Sous-Secrétaire d'État au Département des Affaires Étrangères, dûment autorisé à cet effet,

pour régler les rapports entre la Belgique et l'Empire d'Allemagne en matière d'assurance contre les accidents du travail, sont convenus de ce qui suit :

I. — *Dispositions relatives aux entreprises étendant leur activité sur le territoire des deux pays.*

ARTICLE PREMIER.

Lorsque des entreprises ayant leur siège sur le territoire de l'une des Parties contractantes et étendant leur activité sur le territoire de l'autre Partie sont assujetties de part et d'autre aux lois de réparation obligatoire des suites dommageables des accidents du travail (assurance contre les accidents du travail), il y a lieu, sous réserve des exceptions prévues par les articles 2 à 4, d'appliquer exclusivement, en ce qui concerne ladite activité, la législation du pays où elle est exercée.

Die Königlich Belgische Regierung, vertreten durch den unterzeichneten und hierzu mit Vollmacht versehenen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister Seiner Majestät des Königs der Belgier in Berlin, Herrn Baron BEYENS,

und

der Kanzler des Deutschen Reichs vertreten durch den unterzeichneten und hierzu ermächtigten Unterstaatssekretär im Auswärtigen Amte, Wirklichen Geheimen Legationsrat Herrn ZIMMERMANN,

sind zur Regelung der Beziehungen zwischen Belgien und dem Deutschen Reiche auf dem Gebiete der Unfallversicherung über folgende Bestimmungen übereingekommen :

I. — *Bestimmungen für übergreifende Betriebe.*

ARTIKEL EIN.

Sind Betriebe, die ihren Sitz im Gebiet eines der vertragschliessenden Teile haben und ihre Tätigkeit auch im Gebiete des anderen Teiles ausüben, dem Unfallversicherungs-(Unfallentschädigungs-)gesetzen beider Länder unterworfen, so ist, vorbehaltlich der in den Artikeln 2 bis 4 vorgesehenen Ausnahmen, das Unfallversicherungsrecht desjenigen Landes, in welchem die Tätigkeit ausgeübt wird, für diese ausschliesslich massgebend.

Cette règle s'applique abstraction faite du lieu où le personnel a été engagé, pourvu qu'il s'agisse de travaux à effectuer soit en Allemagne, soit en Belgique.

ART. 2.

Dans les entreprises exploitées soit par l'Empire allemand, un Etat fédéré allemand, une commune allemande ou une association de communes allemandes, soit par l'Etat belge, une province belge, une commune belge ou une association de communes ou de provinces belges, la législation du pays où l'exploitation a son siège est exclusivement applicable même à l'activité exercée sur le territoire de l'autre pays par un agent public au service de ladite exploitation.

ART. 3.

Dans les entreprises de transports, en ce qui concerne les parties mobiles (ambulantes) de l'exploitation qui s'étendent d'un territoire à l'autre, quelle que soit d'ailleurs l'importance relative de l'activité exercée de part et d'autre, il est fait application exclusive de la législation en vigueur dans le pays où l'entreprise a son siège. Le personnel de la partie ambulante reste soumis à cette législation, même s'il est occupé à des travaux se rattachant à d'autres sections de l'entreprise et qui s'effectuent sur le territoire de l'autre pays.

ART. 4.

Sans préjudice des dispositions des articles 2 et 3, dans les entreprises de toute espèce, la législation

Dies gilt ohne Rücksicht auf den Ort, an dem das Personal angenommen worden ist, vorausgesetzt, dass es sich um Tätigkeiten handelt, die entweder in Deutschland oder in Belgien ausgeübt werden.

ART. 2.

Bei betriebe des Deutschen Reichs, eines deutschen Bundestaats, einer deutschen Gemeinde oder eines deutschen Gemeindeverbandes oder des Belgischen Staates, einer belgischen Provinz oder Gemeinde oder eines Verbandes von belgischen Provinzen oder Gemeinden ist das Recht des Landes, dem der Betrieb angehört, auch für die Tätigkeit, die ein im Betriebe beschäftigter Beamter in anderen Lande ausübt, ausschliesslich massgebend.

ART. 3.

Bei Beförderungsbetrieben ist für bewegliche (fahrende) Teile des Betriebs, die aus dem einen Lande in das andere übergreifen, ohne Rücksicht auf den Umfang der in dem einen und der in dem anderen Lande ausgeübten Tätigkeit, ausschliesslich das Recht des Landes massgebend, in welchem der Betrieb seinen Sitz hat. Unter diesem Rechte verbleibt das Personal des fahrenden Teiles, auch soweit es in den übrigen Teilen des Betriebs tätig wird, die sich in dem anderen Lande vollziehen.

ART. 4.

Unbeschadet der Bestimmungen der Artikel 2, 3, bleibt bei Betrieben jeder Art das Recht des Landes, in

du pays où l'entreprise a son siège reste exclusivement applicable au cours des six premiers mois pendant lesquels l'exploitation s'exerce sur le territoire de l'autre pays, en ce qui concerne les personnes qui, jusqu'à ce qu'elles fussent occupées dans ce dernier pays, étaient attachées à une partie de l'entreprise soumise à ladite législation.

ART. 5.

Pour la computation du délai pendant lequel l'entreprise s'exerce en dehors du pays où elle a son siège (article 4), des travaux multiples effectués concurremment doivent être considérés comme ne formant qu'une seule et même activité qui s'étend depuis le commencement du premier de ces travaux jusqu'à l'achèvement du dernier.

La même règle s'applique lorsqu'il s'agit de travaux effectués les uns après les autres et qui ne sont pas séparés par un intervalle de plus de 30 jours. Si l'intervalle est de plus de 30 jours, un nouveau délai de six mois commence à partir de la reprise de l'activité.

Le temps antérieur à l'entrée en vigueur de la présente Convention doit être compris dans le délai.

ART. 6.

Si, en vertu des articles 1 à 4, une entreprise ayant son siège dans l'un des pays est soumise à la législation de l'autre pays en ce qui concerne l'activité exercée sur le territoire de celui-ci, les travaux que cette activité comporte sont considérés comme une entreprise au sens de ladite législation.

welchem der Betrieb seinen Sitz hat, während der ersten sechs Monate, in denen der Betrieb im anderen Lande ausgeübt wird, für solche Personen, die bis zu ihrer dortigen Beschäftigung in einem jenem Rechte unterliegenden Teile des Betriebs tätig waren, ausschliesslich massgebend.

ART. 5.

Bei Berechnung der Zeit, während welcher der Betrieb ausserhalb des Landes ausgeübt wird, in welchem er seinen Sitz hat (Art. 4), sind mehrere nebeneinander ausgeübte Tätigkeiten als eine einzige Tätigkeit anzusehen, die vom Beginne der zuerst ausgeübten Tätigkeit bis zum Ende der zuletzt abgeschlossenen Tätigkeit reicht.

Das Gleiche gilt für mehrere nacheinander ausgeübte Tätigkeiten, wenn nicht mehr als 30 Tage dazwischen liegen. Bei einer Zwischenzeit von mehr als 30 Tagen beginnt für die spätere Tätigkeit eine neue Frist von sechs Monaten.

Für die Berechnung des Zeitlaufs ist die Zeit vor dem Inkrafttreten dieses Vertrags mit anzurechnen.

ART. 6.

Ist nach den Artikeln 1 bis 4 bei einem Betriebe, der seinen Sitz in dem einen Lande hat, das Recht des anderen Landes für die Tätigkeit in diesem Lande massgebend, so ist solche Tätigkeit im Sinne dieses Rechtes einem Betriebe gleichzuachten.

ART. 7.

Lorsque, dans l'un des pays, des allocations ont été accordées à titre d'indemnité légale, relativement à un accident dont les suites doivent, en vertu de la présente Convention, être réparées d'après la législation de l'autre pays, le débiteur est tenu du remboursement desdites allocations, par imputation sur l'indemnité dont il est redevable.

ART. 8.

Lorsqu'un accident, arrivé sur le territoire de l'un des pays, tombe sous l'application de la législation de l'autre pays relative à la réparation des dommages résultant des accidents du travail, il est également fait application des règles de cette législation en tant qu'il s'agit des actions en responsabilité civile auxquelles l'accident donnerait ouverture d'après les lois du premier pays.

Cette règle s'applique même lorsqu'une entreprise n'est assujettie que dans l'un des deux pays aux lois de réparation obligatoire des suites dommageables des accidents du travail.

II. Dispositions concernant les rapports réciproques en matière de réparation des dommages résultant des accidents du travail en général.

ART. 9.

Pour faciliter de part et d'autre l'exécution des lois relatives aux accidents du travail, les autorités administratives et judiciaires compétentes s'accorderont mutuelle as-

ART. 7.

Sind nach dem Rechte eines der beiden Länder Aufwendungen zur Entschädigung für einen Unfall gemacht worden, für den auf Grund des gegenwärtigen Abkommens nach dem Rechte des anderen Landes Entschädigung zu gewähren ist, so hat der hiernach Pflichtige die Aufwendungen aus der von ihm zu gewährenden Entschädigung zu erstatten.

ART. 8.

Fällt der in dem einen Lande eingetretene Unfall unter die Unfallversicherungsgesetze des anderen Landes, so gelten deren Vorschriften auch insoweit, als es sich um anderweitige Entschädigungsansprüche handelt, die wegen des Unfalls nach den Gesetzen des ersten Landes geltend gemacht werden.

Diese Bestimmung ist auch anzuwenden, wenn ein Betrieb nur der Unfallversicherungsgesetzgebung des einen Landes unterliegt.

II. Bestimmungen über gegenseitige Beziehungen in der Unfallversicherung im allgemeinen.

ART. 9.

Bei der Durchführung der Unfallversicherung des einen Landes im anderen Lande wird gegenseitig durch die zuständigen Verwaltungs- und Gerichtsbehörden Beistand so-

sistance et se prêteront aide juridique d'après les dispositions en vigueur en matière civile et commerciale. Dans les cas urgents, les autorités procéderont, même d'office, aux mesures d'instruction nécessaires, comme s'il s'agissait de l'exécution de la loi nationale.

ART. 10.

Les prescriptions en vigueur dans l'un des pays, d'après lesquelles des exemptions de timbre et d'autres droits fiscaux, ou des avantages d'autre nature sont accordés en matière d'accidents du travail, sont applicables chaque fois qu'il s'agit de l'exécution dans ledit pays, de la législation de l'autre pays.

ART. 11.

Lorsque le créancier de l'indemnité ne réside pas dans le pays du débiteur et est ressortissant de l'autre pays, le débiteur peut valablement effectuer les paiements entre les mains de l'autorité consulaire du pays du créancier, dans le district de laquelle ledit débiteur a son domicile ou le siège de son établissement.

L'autorité consulaire doit servir d'intermédiaire pour la communication des certificats requis (certificats de vie, de veuvage, etc.).

ART. 12.

En ce qui concerne les questions prévues par l'article 11, la compétence territoriale et les districts des autorités consulaires sont déterminés par un arrangement à conclure entre les deux Gouvernements.

wie Rechtshilfe nach Massgabe der für Zivil- und Handelssachen geltenden Bestimmungen geleistet. Die Behörden stellen im demselben Umfange wie zur Durchführung der eigenen Gesetzgebung in eiligen Fällen auch vom Amtswegen dasjenige fest, was zur Aufklärung des Sachverhalts erforderlich ist.

ART. 10.

Die Vorschriften des einen Landes, nach denen auf dem Gebiete der Unfallversicherung für Stempel und Gebühren Befreiungen oder andere Vergünstigungen bestehen, sind entsprechend anzuwenden, soweit es sich darum handelt, in diesem Lande die Unfallversicherung des anderen Landes durchzuführen.

ART. 11.

Der Zahlungspflichtige kann Zahlungen aus der Unfallversicherung, die den nicht im Lande befindlichen Angehörigen des anderen Landes zukommen, an die Konsularbehörde dieses Landes, in deren Bezirk er seinen Wohnsitz oder Sitz hat, wirksam leisten.

Die Konsularbehörde hat die Einreichung der erforderlichen Bescheinigungen (über Leben, Witwenstand u. s. w.) zu vermitteln.

ART. 12.

In den Angelegenheiten, die durch Artikel 11 geregelt sind, bestimmen sich die örtliche Zuständigkeit und die Bezirke der Konsularbehörde nach Vereinbarung der beiderseitigen Regierungen.

ART. 13.

Lorsque, dans l'application de la législation sur les accidents du travail de l'un des pays, il y a lieu d'exprimer la valeur de la rémunération du travail dans la monnaie de l'autre pays, la conversion se fait sur la base d'une valeur moyenne déterminée par chacun des deux Gouvernements pour l'application de sa législation et qu'il doit faire connaître à l'autre Gouvernement.

ART. 14.

Le système de prévoyance adopté pour les agents publics allemands au lieu de l'assurance contre les accidents est assimilé à ladite assurance, au sens de la présente Convention.

III. — *Dispositions transitoires et dispositions finales.*

ART. 15.

Les obligations résultant d'accidents antérieurs à l'entrée en vigueur de la présente Convention restent, même pour l'avenir, à la charge du débiteur jusque là tenu des réparations.

ART. 16

Les dispositions relatives à l'exécution de la présente Convention sont arrêtées par chacune des Parties contractantes, dans leur autonomie respective, pour autant qu'il y ait nécessité quant à ce qui est de leur ressort, à savoir: en Allemagne, par le Chancelier de l'Empire ou par

ART. 13.

Soweit es bei der Anwendung der Unfallversicherungsgesetze des einen Landes auf die Berechnung eines in der Währung des anderen Landes ausgedrückten Arbeitsverdienstes ankommt, wird dieser nach einem allgemein zu Grunde zu legenden Mittelwert umgerechnet, der von jeder der beiden Regierungen für die Anwendung der Gesetze ihres Landes festgestellt wird und der anderen Regierung mitzuteilen ist.

ART. 14.

Als Unfallversicherung im Sinne dieses Abkommens gilt auch die Unfallfürsorge, die für deutsche Beamte an Stelle der Unfallversicherung getroffen ist.

III. *Uebergangs- und Schlussbestimmungen.*

ART. 15.

Verpflichtungen aus Unfällen, die sich vor dem Inkrafttreten dieses Abkommens ereignet haben, sind auch weiterhin von demjenigen Entschädigungsträger zu erfüllen, der bisher zum Schadenersatz verpflichtet war.

ART. 16.

Bestimmungen zur Ausführung dieses Abkommens werden von jedem der vertragschliessenden Teile, soweit sie für seinen Bereich erforderlich sind, selbständig getroffen, und zwar auf deutscher Seite durch den Reichskanzler oder die von ihm zu bestimmende Be-

l'autorité qu'il détermine, en Belgique, par l'autorité compétente selon les cas. Les deux Gouvernements se communiqueront les dispositions ainsi prises.

ART. 17.

La présente Convention sera ratifiée par Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, et les ratifications seront échangées aussitôt que possible.

La Convention entrera en vigueur le 1^{er} février 1913. Elle pourra être dénoncée en tout temps par les deux Parties et cessera ses effets à l'expiration de l'année suivant la dénonciation.

En cas de dénonciation de la présente Convention, les obligations résultant d'accidents survenus pendant qu'elle était encore en vigueur continueront à être remplies par les débiteurs jusque là tenus des réparations.

En foi de quoi, les Représentants respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Expédié en double original à Berlin, le 6 juillet 1912.

(L. S.) B^{on} BEYENS.

börde, auf belgischer Seite durch die jeweilig zuständige Stelle. Die hiernach getroffenen Bestimmungen werden sich die beiden Regierungen mitteilen.

ART. 17.

Dieses Abkommen wird durch Seine Majestät den König der Belgier und Seine Majestät den Deutschen Kaiser ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich ausgetauscht werden.

Das Abkommen tritt am 1 Februar 1913 in Kraft. Es kann von beiden Teilen jederseit gekündigt werden und tritt mit dem Ablaufe des auf die Kündigung folgenden Jahres ausser Kraft.

Bei Aufhebung dieses Abkommens sind die Verpflichtungen aus denjenigen Unfällen, welche sich während der Geltung des Abkommens ereignet haben, von dem bis dahin verpflichteten Entschädigungsträger weiter zu erfüllen.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Vertreter das gegenwärtige Abkommen unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in Berlin, am 6 Juli 1912.

(L. S.) ZIMMERMANN.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 NOVEMBER 1912.

Ontwerp van wet houdende goedkeuring van de Overeenkomst betreffende de verzekering tegen arbeidsongevallen, op 6 Juli 1912 te Berlijn tusschen België en het Duitsche Rijk gesloten.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De Overeenkomst, die 's Konings Regeering de eer heeft aan de Wetgeving ter goedkeuring voor te leggen, verschilt merkkelijk van de soortgelijke akten die de Kamers reeds vroeger hadden te bekrachtigen. (Belgisch-Luxemburgsche Overeenkomst van 15 April 1905, aangevuld door de toegevoegde Overeenkomst van 22 Mei 1906, en Fransch-Belgische Overeenkomst van 21 Februari 1906.) Dit verschil spruit voort uit bijzonderheden der Duitsche wetgeving op de verzekering tegen arbeidsongevallen.

Luidens die wetgeving, wordt aan de vreemde werklieden, die in Duitschland het slachtoffer van ongevallen zijn, vergoeding ontzegd, indien zij niet metterwoon gevestigd zijn op het grondgebied van het Rijk; overigens trekken de rechthebbenden van een vreemd werkman geene vergoeding indien zij, ten tijde van het ongeval, niet metterwoon in Duitschland gevestigd zijn.

Echter kan de Bondsraad die beperkende bepalingen intrekken ten bate van de aanhoorigen van vreemde Staten, waarvan de wetgeving aan Duitsche werklieden en dezer rechthebbenden voordeelen waarborgt dewelke gelijk geacht worden aan die der Duitsche wetgeving.

De Belgische wet van 24 December 1905 maakt geen verschil tusschen landgenooten en vreemdelingen wat betreft het recht op vergoeding en de toekenning van waarborgen. Ten gevolge van de invoering dier wet en op aanvraag der Belgische Regeering, heeft de Bondsraad, bij bekendmaking van 22 Februari 1906, ten bate van de Belgen de hooger bedoelde beperkende bepalingen ingetrokken, voorzien bij paragraaf 94, n^o 2, van de wet op de verzekering tegen ongevallen in de nijverheid en bij paragraaf 57, lid 1, van de wet op de verzekering tegen ongevallen in bouwondernemingen. De Fransche en Vlaamsche vertalingen van den tekst dier bekendmaking werden afgekondigd in den *Moniteur Belge* van 20 April 1906.

Wat betreft de betrekkingen tusschen België en het Duitsche Keizerrijk, bestaat aldus sedert verschillende jaren, in de bij de Duitsche wetten geoorloofde maat en wél krachtens de door elk van beide landen afzonderlijk getroffen schikkingen, de wederkeerigheid die ten opzichte van andere landen door overeenkomst hoefde ingevoerd. Daaromtrent bestond er dus geene reden tot verdragsluiting en zoo komt het, dat de nieuwe Overeenkomst, aangegaan tusschen 's Konings Regeering en de Keizerlijke Regeering, geene enkele bepaling bevat als die van artikel 1 van voormelde Overeenkomsten.

Toch was het van het grootste belang, zooals het overigens door ondervinding werd uitgewezen, in gemeen overleg, ten bate zoo van de hoofden van ondernemingen als van de werklieden, de gevallen te regelen die aanleiding mochten geven tot moeilijkheden uit hoofde van het verschil der wetten. Die soms zware moeilijkheden doen zich voor als eene onderneming, wier zetel gevestigd is op het grondgebied van een van beide landen, arbeiders uitzendt om tijdelijk te gaan werken op het grondgebied van het ander land; zij ontstaan eveneens als eene vervoeronderneming geregeld haar bedrijf uitoefent tot over de grens. In al die gevallen zijn de exploitanten eraan blootgesteld tweemaal den last der verzekering te moeten dragen; wat de werklieden betreft, zij loopen gevaar het grootste nadeel te ondervinden uit hoofde van de betwistingen, die noodzakelijk uit dien stand van zaken moeten voortspruiten.

De Duitschers hebben eene eigenaardige uitdrukking, die in den Franschen tekst der Overeenkomst niet letterlijk kon worden weergegeven, om de bedoelde ondernemingen te bestempelen; zij noemen ze « die übergreifende Betriebe », wil zeggen, bij omschrijving, « de ondernemingen wier werkzaamheid zich uitstrekt over het grondgebied van beide landen ». Luidens de thans bestaande Duitsche wetten, waarvan de bepalingen daaromtrent in hoofdzaak opgenomen zijn in het nieuw wetboek der maatschappelijke verzekeringen (*Reichsversicherungsordnung*, paragraaf 157), hetwelk eerlang in werking treedt, mag de Rijkskanselier, met de toestemming van den Bondsraad, en onder beding van wederkeerigheid, overeenkomsten sluiten tot regeling van het verschil der wetten betreffende de « übergreifende Betriebe » met de landen wier wetgeving aan de belanghebbenden voordeelen biedt overeenkomende met die welke verleend worden door 's Rijks wetgeving. Het is op grond van die bepalingen, dat onderhandelingen werden aangeknoopt tusschen 's Konings Regeering en de Keizerlijke Regeering; zij zijn uitgelopen op eene schikking waarvan deze Overeenkomst de uitdrukking is en waarvan het hoofddoel aldus is, ten aanzien van de wetten van elk van beide landen in zake arbeidsongevallen, den toestand te bepalen van de bedoelde ondernemingen. Het eerste deel der Overeenkomst is uitsluitend daaraan gewijd (artikels 1 tot 8).

Maar het bleek gepast, ter gelegenheid van de onderhandelingen, insgelijks sommige algemeene bepalingen vast te stellen om langs weerszijden, in alle gevallen, de uitvoering van de desbetreffende wetten te vergemakke-

lijken : inzonderheid is hier spraak van de wederzijdsche hulp die de bevoegde overheden elkander kunnen bewijzen en van de fiskale vrijstellingen die aan de aanhoorigen van beide landen dienen verleend. Die aangelegenheden zijn voorzien bij het tweede deel der Overeenkomst (artikels 9 tot 14).

Eindelijk omvat het derde deel (artikels 15 tot 17) enkele overgangs- en slotbepalingen.

Er dient opgemerkt, dat de met Frankrijk en met het Groothertogdom Luxemburg gesloten Overeenkomsten dergelijke bepalingen bevatten, die dezelfde grondbeginsels huldigen. Nochtans verschilt deze nieuwe Overeenkomst onder opzicht van vorm en terminologie. Dit spruit voort uit de noodzakelijkheid waarin men zich bevond, den tekst van deze diplomatieke akte zoo volkomen mogelijk in overeenstemming te brengen met den tekst der wetgevingen van beide landen, wetgevingen waarvan de algemeene trant nogal ongelijk is. Daarom zijn de bewoordingen langer, uitvoeriger en ten slotte zaakrijker en nauwkeuriger dan in de vorige Overeenkomsten. Daarom ook, voor bijzaken, enkele nieuwigheden waarop hierna de aandacht wordt gevestigd. Daarenboven, in tegenstelling nog met voormelde Overeenkomsten, die uitsluitend in het Fransch waren opgesteld, is de nieuwe Overeenkomst tweetalig. Natuurlijk moesten de Duitsche en de Fransche teksten stipt overeenkomen : dit gaf aanleiding tot bijzondere moeilijkheden van opstel die niet konden opgelost worden dan door nogal merkelijke afwijking van het type der vorige Overeenkomsten.

Na die algemeene beschouwingen zal het mogelijk wezen beter de beteekenis te vatten van de verschillende artikels die wij hierna bondig bespreken.

I. — BEPALINGEN BETREFFENDE DE ONDERNEMINGEN WIER WERKZAAMHEID ZICH UITSTREKT OVER HET GRONDGEBIED VAN BEIDE LANDEN.

Artikel één herinnert, voor die ondernemingen, aan het grondbeginsel dat beide wetgevingen beheerscht, te weten het grondbeginsel der territorialiteit. Uit dit grondbeginsel volgt, dat de vergoeding dient geregeld naar de wet van het land waar het ongeval is overkomen, ongeacht de plaats waar het werkcontract werd gesloten : elk daarmee strijdig inzicht, uitgesproken door de partijen, zou zonder uitwetsel blijven, vermits het zaken betreft van openbare orde. Afwijkingen van het grondbeginsel zijn dus enkel mogelijk krachtens den souverainen wil der betrokken Staten : daar ligt de hoofddreden van de Overeenkomst die, bij hare artikels 2 tot 4, juist afwijkingen van dien aard huldigt.

Er dient opgemerkt dat in den Franschen tekst, het Duitsch « das Unfallversicherungsrecht », wil zeggen het ongevalle verzekeringsrecht, weergegeven is door de uitdrukking « les lois de réparation obligatoire des suites dommageables des accidents du travail » (de wetten op de verplichtende vergoeding der schade voortspuitende uit arbeidsongevallen). Zulks omdat

onze wet eigenlijk geene *verzekeringwet* is in denzelfden zin als de Duitsehe wet; het is cerder eene wet tot verplichtenden *waarborg*, verwezenlijkt, dan door eene verzekering, dan door tusschenkomst van het waarborgfonds. Daar echter in de Belgische wet (artikel 20) bedoeld fonds genaamd wordt eene « kas van verzekering tegen het onvermogen der patroons » en daar, minstens ten opzichte der werklieden, de gelijkwaardigheid der stelsels werd erkend, zoo heeft men goed geacht deze gelijkwaardigheid in het licht te stellen door op de hiervoren aangehaalde Fransche uitdrukking tusschen haakjes te laten volgen de woorden « assurance contre les accidents du travail » (verzekering tegen arbeidsongevallen). Dit zijn overigens de woorden die werden opgenomen in den titel der Overeenkomst, waar zij alleen werden gebezigd kortheidshalve.

Artikel 2 behelst eene eerste uitzondering op den regel der territorialiteit. Die uitzondering betreft de bedienden met een openbaar karakter, dewelke werkzaam zijn bij de ondernemingen geëxploiteerd door de openbare machten, wil zeggen, voor België, door den Staat, de provinciën en de gemcenten, waarbij nuttig werd geacht de vereenigingen van provinciën of gemeenten te vermelden, als die voorzien bij de wet van 1 Juli 1899 voor de exploitatie der buurtspoorwegen.

In de maat aangewezen bij artikel 2, blijven die ondernemingen steeds onderworpen, wat betreft de vergoeding der schade voortspruitende uit arbeidsongevallen, aan de wet van het land waar haar zetel gevestigd is. De uitzondering wordt gewettigd door redenen van bestuurlijken aard: er is hier geen spraak meer van loonbedienden die met het hoofd van eene onderneming enkel betrekkingen hebben van privaatrecht en, ten opzichte van het openbaar recht, beantwoordt de eenheid van wetgeving beter aan de eenheid van souvereiniteit. Overigens zal, in de werkelijkheid, de uitzondering van artikel 2 meestal samenvloeien met die van artikel 3, omtrent de vervoerondernemingen (spoorwegen).

Er dient opgemerkt, dat bij artikel 2 enkel bedoeld worden de openbare beampten (agents publics). Die uitdrukking stemt overeen met het Duitsch « die Beamte », dat hier onnauwkeurig zou weergegeven geweest zijn door « ambtenaar » (fonctionnaire). In onze bestuurstaal worden door het woord « ambtenaar » bedoeld die bedienden welke belast zijn met de uitoefening van een deel der openbare macht en, in meer algemeenen zin, die welke benoemd zijn bij koninklijk besluit. Doch het Duitsch woord « Beamte » omvat tevens de beampten die een openbaar karakter dragen en die ten onzent niet beschouwd worden als ambtenaars; het opvallend teeken van dit karakter is de eed dien de beampte bij zijne indiensttreding aflegt. In die voorwaarden zijn werklieden en dienstvolk geene openbare beampten in den zin van artikel 2 van deze overeenkomst. Zij blijven dus, voor dezer uitvoering, onder alle opzichten gelijkgesteld met het personeel der bijzondere ondernemingen.

Artikel 3 regelt het geval der vervoerondernemingen (spoorwegen, binnenscheepvaart enz.): voor de beweegbare deelen der onderneming, dewelke zich uitstrekken van het een grondgebied op het ander, is de wet

van den zetel der onderneming steeds van toepassing; het is dus naar die wet dat, in alle geval, de vergoeding geregeld wordt der schade voortspuitende uit ongevallen waarvan de leden van het rijdend of varend personeel slachtoffer zijn. Het is overbodig dien regel te wettigen, daar hij reeds gehuldigd is door de Overeenkomsten, aangegaan met Frankrijk en het Groothertogdom Luxemburg.

Om alle betwistingen te vermijden, zal dezelfde regel van toepassing blijven op de bedienden van den rijdenden of varenden dienst, zelfs al mocht het ongeval overkomen op een oogenblik waarop zij bezig zijn aan een werk dat niet behoort tot dezen dienst.

Artikel 4 betreft de gevallen van tijdelijke afzending: eene onderneming wier zetel gevestigd is in Duitschland zendt naar België werklieden af om er sommige werken uit te voeren, bijvoorbeeld opstellingswerken, of, omgekeerd, bezigt eene onderneming, wier zetel in België is gevestigd, tijdelijk werklieden in Duitschland. Tijdens de zes eerste maanden van die afzending, is het de wet van den zetel der onderneming die van toepassing is en daarna geldt weder het grondbeginsel der territorialiteit. Het is bekend, dat dergelijke uitzondering is bepaald in de vorige overeenkomsten; er hoeft dus niet op aangedrongen.

Doch om niets onbeslist te laten, wordt bij artikel 5 met nauwkeurigheid aangewezen hoe de termijn dient berekend en wordt bij artikel 6 beschouwd als eene « onderneming » in den zin van de desbetreffende wetgeving, de gezamenlijke over de grens uitgevoerde werken. Laatstvermelde bepaling beteekent inzonderheid dat, na verloop van den termijn van zes maanden, de bedoelde gezamenlijke werken behandeld worden als eene onderneming ten aanzien van de door de territoriale wet aan de patroons opgelegde verplichtingen.

Artikel 7 betreft gevallen als dit: een Belgisch werkmán, tijdelijk werkzaam in Duitschland, is het slachtoffer van een ongeval waarvan de schade naar alle waarschijnlijkheid dient vergoed door een Belgischen verzekeraar. Hij richt zich tot het Duitsch verzekeringsgild dat bevoegd is voor de nijverheid waartoe hij behoort en, wegens hoogdringendheid, of nog omdat er eenige twijfel bestaat omtrent de vraag wie werkelijk de vergoeding schuldig is, stemt het gild er in toe aan het slachtoffer een voorschot te doen. Later wordt erkend, dat de betaling der vergoeding ten laste valt van den Belgischen verzekeraar. Luidens artikel 7 moet deze het Duitsch gild schade-loos stellen, bij aftrekking, ten beloope van de betaalde som, van de vergoeding die hij schuldig is. Het is eigenlijk de toepassing van de beginsels der zaakverrichting. Het doel der bepaling, die het recht op terugbetaling buiten twijfel stelt, is de snelle vereffening der schade te bevorderen; zonder de zekerheid der terugbetaling, zouden inderdaad de verzeke-ningsinrichtingen aarzelen voorschotten te doen.

Artikel 8 veronderstelt een ongeval dat, overkomen in een van beide landen, bijvoorbeeld in Duitschland, onder de toepassing valt van de in het ander land van kracht zijnde bijzondere wet op de vergoeding, wil zeggen,

in ons voorbeeld, van de Belgische wet. Het kan gebeuren, dat dit ongeval aanleiding geeft tot rechtsvorderingen in zake burgerlijke verantwoordelijkheid, bij toepassing van het Belgisch recht. Men weet, inderdaad, dat onze wet van 24 December 1903 in geen en deele afwijkt van de algemeene regelen betreffende de burgerlijke aansprakelijkheid, wanneer het ongeval opzettelijk is teweeggebracht door het hoofd der onderneming en dat zij aan het slachtoffer of aan dezes rechtverkrijgenden het recht laat te handelen, overeenkomstig de regelen van het gemeen recht, tegen andere wegens het ongeval aansprakelijke personen dan het hoofd der onderneming of zijne werklieden en aangestelden (art. 21). Worden, in onze veronderstelling, die rechtsvorderingen in zake burgerlijke verantwoordelijkheid, ontstaan uit een in Duitschland overkomen ongeval, geoordeeld naar het Duitsch recht of naar het Belgisch recht? Artikel 8 lost de vraag op in den zin der rechts-eenheid : het is het Belgisch recht dat dient toegepast. Daarentegen zou het Duitsch recht van kracht wezen, mocht het de burgerlijke verantwoordelijkheid gelden wegens een ongeval dat, in België overgekomen, aanleiding zou geven tot de betaling der vergoedingen, voorzien door de Deutsche verzekering tegen ongevallen.

Deze zóo logische en zóo practische oplossing was vooral van het Belgisch standpunt wenschelijk, omdat, luidens voormeld artikel 21 onzer wet van 24 December 1903, de beteekenis van de vordering in zake burgerlijke verantwoordelijkheid kan beperkt wezen door de uitoefening van de vordering tot betaling van de verplichtende vergoedingen : het gemeen recht en het vergoedingsrecht vloeien dus in zekere mate in elkander en die wederzijdsche invloeden wettigen de eenheid van stelsel. Ook dringt die eenheid zich op, om dezelfde redenen, zelfs als het eene onderneming betreft die enkel in een van beide landen onderworpen is aan de wetten op verplichtende vergoeding wegens arbeidsongevallen : zoo dit bij artikel 8 (2° lid) uitdrukkelijk wordt bepaald, dan is het omdat de andere bepalingen van het eerste deel der overeenkomst enkel betreffen en mochten betreffen de ondernemingen die in het een en in het ander land onderworpen zijn aan het bijzonder stelsel van vergoeding. Een uitdrukkelijke tekst was dus noodig.

II. — BEPALINGEN BETREFFENDE DE ONDERLINGE BETREKKINGEN IN ZAKE VERGOEDING DER SCHADE VOORTSPRUITENDE UIT ARBEIDSONGEVALLEN.

Zooals wij reeds deden opmerken, hebben de artikels 9 tot 14 eene geheel algemeene strekking. Hier geldt het dus niet enkel meer de ondernemingen wier werkzaamheid zich uitstrekt over het grondgebied van beide landen : deze bepalingen hebben tot doel in het een en in het ander land, door practische maatregelen en afgezien van het mogelijk verschil van wetten, de uitvoering te vergemakkelijken van de wetgeving op de arbeids-

ongevallen, om het even welke ondernemingen en welke werklieden daarbij betrokken zijn.

Artikel 9 bepaalt, dat de bevoegde bestuurlijke en rechterlijke overheden elkander zullen bijstaan en gerechtelijke hulp verleen en naar de van kracht zijnde bepalingen in burgerlijke zaken en in handelszaken. Luidens dit artikel, dienen inzonderheid op de rechtspleging toegepast de bepalingen van de Internationale Overeenkomst, te 's Gravenhage gesloten op 17 Juli 1903. Artikel 9 bepaalt verder dat, bij dringende gevallen, de overheden zelfs ambtshalve de noodige maatregelen tot onderzoek treffen, alsof het de uitvoering gold van de wet van het eigen land. Het spreekt vanzelf dat die overheden enkel tusschenkomen binnen de perken harer bevoegdheid, zooals zij bepaald is door de wet van het eigen land. Wat België betreft, worden door ambtshalve te nemen maatregelen vooral bedoeld de bestuurlijke onderzoeken in zake van ongevallen gedaan door de arbeidsopzieners.

Bij artikel 10 wordt de wederkeerigheid der fiskale vrijstellingen ingesteld. Uit dit artikel blijkt dat de vrijstelling van zegel, van griffierecht en van kosten van registratie, alsmede de kosteloze afgifte bepaald door de Belgische wet op arbeidsongevallen, eveneens verleend worden voor de bij die wet bedoelde akten, getuigschriften en bescheiden die verleden of afgeleverd worden voor de uitvoering der Duitsche wet; en dat, wederkeerig, de verleende vrijstellingen en de kosteloze afgifte, bepaald bij de Duitsche wetgeving, insgelijks toegestaan worden voor de bij die wetgeving bedoelde akten, getuigschriften en bescheiden die verleden of afgeleverd worden voor de uitvoering der Belgische wet.

Artikels 11 en 12 bevatten bepalingen waardoor de betaling der vergoedingen grootelijks zal vergemakkelijkt worden, wanneer de rechthebbenden niet verblijven in het land van den schuldenaar : in dit geval treedt de consulaire overheid op als bemiddelaarster en laat aan de verkrijgers der vergoeding de sommen geworden die hun verschuldigd zijn. Artikel 13 dient tot aanvulling van die bepalingen, doordat daarbij een practisch middel wordt aangevoerd tot omzetting der muntsoorten voor de uitdrukking der waarde van het werkloon en, later, der vergoedingen berekend op den grondslag der werkloonen.

Artikel 14 heeft enkel waarde als een soort van uitlegging. Naar de Duitsche wetgeving worden, voor sommige openbare beambten, de bij de verzekeringswetten voorziene vergoedingen vervangen door toekenningen die hun overigens, evenals de eersten, verleend worden van rechtswege. Om alle misverstand te vermijden, was het noodig in gemeen overleg de wettelijke gelijkwaardigheid te erkennen van die hulpverleeningen ten opzichte van de toepassing der Overeenkomst. Dit wordt bedoeld bij artikel 14, hetwelk blijkbaar geen bijzonder belang oplevert wat België betreft, waar de wet van 24 December 1903 op gelijkvormige wijze wordt toegepast op het personeel der openbare ondernemingen en op het personeel der bijzondere ondernemingen.

III. — OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN.

Artikels 15, 16 en 17 behoeven geene bijzondere opheldering.

De datum van 1 Februari 1913, die op aanvraag van de Keizerlijke Regeering bepaald werd voor de inwerkingtreding der Overeenkomst, werd aangenomen omdat de *Reichsversicherungsordnung*, waarin tot één wetboek verzameld zijn al de Duitsche wetten op maatschappelijke verzekering, om dit tijdstip tot uitvoering zal worden gebracht.

Uit hoofde van de noodzakelijkheid van nu tot voormelden datum de verschillende bestuurlijke toepassingsmaatregelen te nemen die voortspruiten uit de Overeenkomst, hecht 's Konings Regeering er het grootste belang aan, Mijne Heeren, dat dit ontwerp van wet, hetwelk zij de eer heeft U voor te leggen, bij hoogdringendheid worde gestemd bij het begin van dezen zitting.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

ARM. HUBERT.



PROJET DE LOI

approuvant la Convention relative à l'assurance contre les accidents du travail, conclue à Berlin, le 6 juillet 1912, entre la Belgique et l'Empire d'Allemagne.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Affaires Etrangères et de l'Industrie et du Travail :

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Etrangères est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention relative à l'assurance contre les accidents du travail conclue à Berlin, le 6 juillet 1912, entre la Belgique et l'Empire d'Allemagne, sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 22 juillet 1912.

ONTWERP VAN WET

houdende goedkeuring van de Overeenkomst betreffende de verzekering tegen arbeidsongevallen, op 6 Jul 1912 te Berlijn tusschen België en het Duitsche Rijk gesloten.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Nijverheid en Arbeid :

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast in Onzen naam aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp voor te leggen, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De Overeenkomst betreffende de verzekering tegen arbeidsongevallen, op 6 Juli 1912 te Berlijn tusschen België en het Duitsche Rijk gesloten, zal hare volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Brussel, den 22ⁿ Juli 1912.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Etrangères,

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

ARM. HUBERT.

VERTALING.

OVEREENKOMST.

De Regeering van Zijne Majesteit den Koning der Belgen, vertegenwoordigd door den ondergeteekende, den heer Baron Beyens, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Zijne Majesteit den Koning der Belgen, te Berlijn, met volmacht voorzien ten einde dezer,

En

De Deutsche Rijskanskelier, vertegenwoordigd door den ondergeteekende, den heer Zimmerman, werkelijken Gezantschapsgeheimraad, Onder-Staatssecretaris bij het Departement van Buitenlandsche Zaken, behoorlijk daartoe gemachtigd,

Willende de betrekkingen regelen tusschen België en het Deutsche Rijk in zake verzekering tegen arbeidsongevallen, zijn overeengekomen omtrent het volgende :

1. — *Bepalingen betreffende de ondernemingen wier werkzaamheid zich uitstrekt over het grondgebied van beide landen.*

ARTIKEL ÉÉN.

Als ondernemingen, wier zetel gevestigd is op het grondgebied van eene der verdragsluitende Partijen en wier werkzaamheid zich uitstrekt over het grondgebied van de andere Partij, in beide landen onderworpen zijn aan de wetten op de verplichtende vergoeding der schade voortspruitende uit arbeidsongevallen (verzekering tegen arbeidsongevallen), dan is op bedoelde werkzaamheid, behoudens de bij artikels 2 tot 4 voorziene uitzonderingen, uitsluitend van toepassing de wetgeving van het land waar zij wordt uitgeoefend.

Dit geldt zonder inachtneming van de plaats waar het personeel aangeworven werd, mits het werken betreffe uit te voeren hetzij in Duitschland, hetzij in België.

ART 2.

Bij ondernemingen hetzij van het Deutsche Rijk, van een Deutschen Bondsstaat, van eene Deutsche gemeente of van eene vereeniging van Deutsche gemeenten, hetzij van den Belgischen Staat, van eene Belgische Provincie, van eene Belgische gemeente of van eene vereeniging van Belgische gemeenten of provinciën, is uitsluitend de wetgeving van het land waar de onderneming gevestigd is van toepassing, zelfs op de werkzaamheid, op het grondgebied van het ander land uitgeoefend door een openbaar beambte, in dienst van voormelde onderneming.

ART. 5.

Bij vervoerondernemingen, is op de beweegbare (rijdende of varende) deelen der onderneming dewelke zich uitstrekken van het een grondgebied op het ander, om het even hoe belangrijk overigens de in het een en in het ander land uitgeoefende werkzaamheid moge wezen, uitsluitend van toepassing de wetgeving die geldt in het land waar de zetel der onderneming gevestigd is. Het personeel van het rijdend of varend deel blijft aan die wetgeving onderworpen, zelfs als het werkzaam is bij andere deelen der onderneming dewelke uitgevoerd worden op het grondgebied van het ander land.

ART. 4.

Ongeminderd de bepalingen van artikels 2 en 3, blijft bij ondernemingen van allen aard de wetgeving van het land, waar de zetel der onderneming gevestigd is, uitsluitend van toepassing tijdens de zes eerste maanden gedurende dewelke het bedrijf uitgeoefend wordt op het grondgebied van het ander land, wat betreft de personen die, tot zij werkzaam waren in laatstvermeld land, behoorden tot een aan bedoelde wetgeving onderworpen deel der onderneming.

ART. 5.

Bij de berekening van den tijd gedurende denwelken het bedrijf uitgeoefend wordt buiten het land waar de zetel der onderneming gevestigd is art. 4), dienen verscheidene gezamenlijk uitgevoerde werken beschouwd als zijnde ééne en dezelfde werkzaamheid, dewelke duurt van den aanvang van het eerste tot de voltooiing van het laatste van bedoelde werken.

Hetzelfde geldt voor verschillende na elkander uitgevoerde werken, waar tusschenin niet meer dan 30 dagen verlopen zijn. Zijn daar tusschenin meer dan 30 dagen verlopen, dan neemt een nieuwe termijn van zes maanden aanvang te rekenen van de herneming der werkzaamheid.

De tijd die verlopen is vóór den dag waarop deze Overeenkomst in werking treedt, dient begrepen in den termijn.

ART. 6.

Is, krachtens artikels 1 tot 4, eene onderneming wier zetel gevestigd is in het eene land, onderworpen aan de wetgeving van het ander land, wat betreft de werkzaamheid uitgeoefend op het grondgebied van laatstvermeld land, dan wordt zulke werkzaamheid beschouwd als eene onderneming in den zin van bedoelde wetgeving.

ART. 7.

Indien, in een der landen, toekenningen werden verleend tot wettelijke vergoeding wegens een ongeval waarvan, krachtens deze Overeenkomst, de gevolgen dienen vergoed luidens de wetgeving van het ander land, dan moet de schuldenaar voormelde toekenning terugbetalen, bij aftrekking van de vergoeding die hij schuldig is.

ART. 8.

Valt een ongeval, overkomen op het grondgebied van een der landen, onder toepassing van de wetgeving van het ander land wat aangaat de vergoeding der schade voortspuitende uit arbeidsongevallen, dan gelden eveneens de voorschriften dezer wetgeving, voor zooverre het rechtsvorderingen betreft in zake burgerlijke verantwoordelijkheid, waartoe het ongeval mocht aanleiding geven naar de wetten van het eerste land.

Die bepaling is van toepassing zelfs als eene onderneming enkel in één van beide landen onderworpen is aan de wetten op de verplichtende vergoeding der schade voortspuitende uit arbeidsongevallen.

II. — Bepalingen betreffende de onderlinge betrekkingen in zake vergoeding der schade voortspuitende uit arbeidsongevallen over het algemeen.

ART. 9.

Tot het vergemakkelijken, in het een en in het ander land, van de uitvoering der wetten betreffende arbeidsongevallen, zullen de bevoegde bestuurlijke en rechterlijke overheden elkander bijstaan en gerechtelijke hulp verleenen naar de van kracht zijnde bepalingen in burgerlijke zaken en in handelszaken. Bij dringende gevallen, treffen de overheden, zelfs ambtshalve, de noodigemaatregelen tot onderzoek, juist alsof het de uitvoering gold van de wet van het eigen land.

ART. 10.

De in een der landen van kracht zijnde voorschriften, luidens dewelken vrijstellingen van zegel en van andere fiskale rechten of andere voordeelen worden verleend in zake arbeidsongevallen, zijn van toepassing telkens als het betreft de uitvoering, in voormeld land, van de wetgeving van het ander land.

ART. 11.

Als de vorderaar der vergoeding niet verblijft in het land van den schuldenaar en onderdaan is van het ander land, dan kan de schuldenaar de betalingen geldig doen in handen van de consulaire overheid van het land van den vorderaar, in wier omschrijving bedoelde schuldenaar zijn verblijf of den zetel zijner inrichting heeft.

De overlegging der vereischte bewijsschriften (levensbewijzen, bewijzen van weduwschap enz.) geschiedt door bemiddeling van de consulaire overheid.

ART. 12.

Voor de aangelegenheden voorzien bij artikel 11, worden de plaatselijke bevoegdheid en de omschrijvingen van de consulaire overheden bepaald bij eene tusschen beide Regeeringen te treffen schikking.

ART. 13.

Als, voor de toepassing der wetgeving op de arbeidsongevallen van een der landen, de waarde van het werkloon dient uitgedrukt in geld van het ander land, dan geschiedt de omzetting met tot grondslag eene gemiddelde waarde, die door elke van beide Regeeringen voor de toepassing van hare wetgeving wordt vastgesteld en ter kennis van de andere Regeering gebracht.

ART. 14.

Het stelsel van voorzorg, ingevoerd voor de Duitsche openbare beambten in stede van de verzekering tegen arbeidsongevallen, wordt gelijkgesteld met bedoelde verzekering in den zin van deze Overeenkomst.

III. — *Overgangs- en slotbepalingen.*

ART. 15.

Verplichtingen, voortspuitende uit ongevallen die zich hebben voorgedaan vóór deze Overeenkomst in werking treedt, blijven, ook zelfs nadien, ten laste van hem die tot dan toe de vergoedingen schuldig was.

ART. 16.

De schikkingen tot uitvoering dezer Overeenkomst worden door elke der verdragsluitende Partijen zelfstandig getroffen, voor zoover dit voor haar gebied noodig is en wél, in Duitschland, door den Rijkskanselier of de door hem aangewezen overheid; in België, door de volgens het geval bevoegde overheid. De aldus getroffen schikkingen worden door elke van beide Regeeringen ter kennis van de andere gebracht.

ART. 17.

Deze Overeenkomst zal bekrachtigd worden door Zijne Majesteit den Koning der Belgen en door Zijne Majesteit den Duitschen Keizer en de akten van bekrachtiging zullen zoo spoedig mogelijk uitgewisseld worden.

De Overeenkomst treedt in werking op 1 Februari 1913. Zij kan te allen tijde door beide Partijen opgezegd worden en treedt buiten werking na verloop van het jaar, volgend op die opzegging.

In geval van opzegging van deze Overeenkomst, dienen de verplichtingen voortspuitende uit ongevallen die zich hebben voorgedaan terwijl zij nog in werking was, voort vervuld door hen die tot dan toe vergoedingen schuldig waren.

Ten blijk van waarvan de wederzijdsche vertegenwoordigers deze Overeenkomst hebben ondertekend en er hun zegel hebben op afgedrukt.

Uitgevaardigd in oorspronkelijk tweevoud, te Berlijn, op 6 Juli 1912.

(H. Z.) Baron BEYENS.